



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 227 RENOUELEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- 2023 - 239 VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141**
- 2023 - 240 VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142**

DU 5 DECEMBRE 2023

**RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, il est prévu la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du quartier Martelly dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	non budgétaire	/

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2, 4° ,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement,

Vu l'article 17 de la concession d'aménagement, qui prévoit que la SPL Pays de Grasse Développement puisse solliciter la Ville de Grasse pour des avances de trésorerie temporaires dans les conditions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT,

Vu le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe,

Considérant que par délibération en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement du centre historique à la SPL Pays de Grasse Développement, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée ;

Considérant que le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée, fait apparaître un besoin de trésorerie sur l'année 2024 lissé sur l'année civile,

Considérant que le besoin estimé maximum de trésorerie s'élève à 3 000 000 euros pour l'exercice 2024 ;

Considérant que ce montant constitue le plafond maximum de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versé à la SPL Pays de Grasse Développement durant l'exercice 2024,

Dans ce sens, le projet de convention d'avance de trésorerie soumis à l'approbation du Conseil Municipal prévoit le versement par la Ville à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou de plusieurs avances de trésorerie infra annuelles, non renouvelable pour un montant maximum cumulé de 3 000 000 € pour l'exercice 2024.

Cette avance pourra être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la SPL Pays de Grasse Développement et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

Les versements de cette avance ne pourront intervenir avant le 1^{er} janvier 2024 et la totalité du ou des versements devront être remboursés par la SPL Pays de Grasse Développement à la Ville de Grasse au plus tard le 31 décembre 2024.

Cette avance étant infra annuelle, elle n'est pas budgétaire.

Par ailleurs l'avance de trésorerie consentie par la ville de Grasse dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la ville de Grasse, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie ci-joint ;
- **APPROUVER**, en application de l'article L.1523-2, 4° du Code général des collectivités territoriales, le versement à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou plusieurs avances de trésorerie dont le montant cumulé ne pourra excéder 3 000 000 euros, dans les conditions précisées dans le projet de convention d'avance de trésorerie à l'opération d'aménagement ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Pays de Grasse Développement ;
- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023